

INTERNATIONAL	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ÉCO	CULTURE	IDÉES	PLANÈTE	SPORT	SCIENCES	TECHNO	STYLE	vous	ÉDUCATION
	<u> </u>				ÉDITION	ABONNÉS		<u> </u>				<u> </u>
Blo	ogs											

12 juin 2013

Papandréou : « Nous n'avons été que le maillon faible d'un système très vulnérable »

Like 155	Tweet 55	6	Share	7

Il est l'héritier d'une caste (chez les Papandréou, on est Ministre de père en fils), un premier ministre « déposé » par l'austérité, un grec élevé aux Etats Unis et formé dans les « meilleures » institutions américaines. Ses concitoyens dans l'auditoire de TED affirment qu'il parle mieux l'anglais que le grec. Mardi 11 juin, il a ouvert la conférence, dont le thème, Think Again, appelle à la remise en cause. Sur scène, il a partagé ses leçons acquises de la crise grecque. Se mêlant à la foule il a été plus prolixe. En aparté, il a levé le voile. Voici la version complète de l'entretien, en conférence de presse (questions 1 à 5) puis en entretien privé (questions 6 à 8).

1. Où va l'Europe?

Nous étions à la croisée des chemins. Nous l'avons repoussée pour quelques temps mais nous ne l'avons pas dépassée. Soit nous procédons à davantage d'intégration, d'union, bancaire, sociale, fiscale, tout en créant les institutions qui vont avec et débloquons, au niveau européen un plan de relance d'investissement pour l'emploi, les technologies vertes, les transports, l'éducation. Et c'est tout à fait possible. L'Europe, en tant qu'Union en a les capacités : le surplus combiné de l'Europe du Nord est supérieur, en valeur absolue à celui de la Chine. Aujourd'hui, je ne comprends pas que l'Europe ne s'attaque pas frontalement au problème du chômage. Soit les forces qui nous séparent, l'euro-sceptisme, le nationalisme, le repli sur soi, vont gagner, même auprès des élites. Nous verrons cela aux prochaines élections européennes.

2. Vous avez annoncé un referendum sur le plan d'austérité de la Troïka puis avez renoncé quelques jours plus tard. Que s'est-il passé ?

La population était en grande difficulté et beaucoup était contre ce plan d'austérité qui imposait coupes budgétaires et des réformes drastiques. Je voulais impliquer la population, d'où l'idée du referendum. Je voulais qu'elle comprenne le dilemme : soit nous acceptons ce plan et nous faisons ces coupes et reformes et nous restons dans l'Europe. Soit nous le refusons et potentiellement, nous quittons l'Europe. Je suis à peu près sûr que nous aurions obtenu un oui. Alors la population aurait eu la main sur le processus et nous n'aurions pas aujourd'hui cette montée des extrêmes et ce nationalisme. Mais beaucoup des partenaires européens ont réagi très violemment. J'ai fait cette réunion où je pensais avoir convaincu tout le monde mais le communiqué qui en est sorti m'a montré le contraire, ce qui a minimisé

ma position vis à vis de mon propre parti et donc ma capacité à obtenir une majorité au Parlement pour passer ce projet de referundum. Soit j'essayais et ratais et on allait vers des élections. Soit je créais un gouvernement de coalition, ce que les différents partis avaient refusé jusqu'alors. Mais nous voulions tous éviter les élections qui auraient encore plus délayé l'action. Donc nous avons privilégié la coalition, conditionnée par ma démission.

3. Votre principal regret?

Ne pas être allé au bout de ce referendum. J'ai manqué de tactique. J'aurais dû leur montrer que ce n'était pas un problème grec. Nous n'avons été que le maillon faible d'un système très vulnérable, d'une classe politique qui a accumulé les erreurs. Je pense que personne n'était capable de l'admettre. Ensuite, nous avons vu ensuite la contagion à l'œuvre : les marchés n'ont pas cru en notre capacité en tant que politique à prendre des bonnes décisions sur l'Europe. Nous n'avons pas cru dans le potentiel de l'Europe, dans notre propre potentiel. Au lieu de cela, nous n'avons fait que nous critiquer entre nous.

4. Dans un rapport publié la semaine dernière, le FMI reconnaît la mauvaise gestion de la crise grecque par la Commission Européenne : vous avez été forcé à procéder à des réformes qu'on considère aujourd'hui comme contre productives ? Etes vous en colère ?

Si je devais être en colère, je serais en colère pour énormément de choses. J'essaye de temporiser. Je suis content que le FMI le reconnaisse néanmoins : nous aurions dû restructurer bien plus tôt, avant même le premier plan d'austérité, dès avril 2010. Le directeur du FMI de l'époque était d'accord mais je n'ai pas réussi à convaincre mes partenaires européens, notamment la BCE et l'Allemagne. L'idée c'était : concrétisez vos intentions de reformer, acceptez le plan et on aidera.

Au conseil de l'Europe lors de mon premier meeting en octobre ou novembre 2009, j'ai demandé du temps pour procéder à des reformes. Je venais d'être élu pour cela sauf que une fois au pouvoir, et le déficit était 3 fois plus important que ce qui avait été annoncé. J'ai demandé du temps pour faire ces reformes et réduire pour de bon le déficit. Tout le monde était d'accord. Mais les marchés ont commencé à mettre de la pression sur nous et cette orthodoxie s'est installée : il fallait faire de l'austérité pour calmer les marchés. En fait, cela n'a pas du tout calmé les marchés, plutôt l'inverse. Oui, nous devions procéder à une consolidation fiscale, ces reformes mais pas si brutalement, cela a aggravé la situation économique et a profondément créé un sentiment d'injustice. La classe moyenne supérieure et les plus riches ont pu éviter le couperet, grâce à l'évasion fiscale pas les autres. Strauss Khan n'a jamais été invité à nos réunions européennes lorsqu'il était au FMI. Alors qu'on avait besoin de lui. Cela était peut être lié à des raisons de politiques internes à la France. Christine Lagarde est venue dès le début de son mandat. Le FMI aurait été là plus tôt, peut être aurions nous été plus forts, plus clairs pour convaincre les autres ministres. Il aurait fallu mieux négocier dans la durée, faire ces réformes mais avec moins de brutalité, coordonner cela avec une attention accrue sur les paradis fiscaux. Et accompagner ces efforts d'un plan d'investissement dans les infrastructures.

5. Ce même rapport reconnaissait que la Commission Européenne avait été trop complaisante avec les banques au début de la crise en Grèce et que cela avait aggravé la situation

Il y a un problème bien plus grave que cela. J'ai été ministre longtemps et j'ai travaillé souvent avec la Commission. Elle est très affaiblie aujourd'hui. Il y a peut être un problème de leadership mais surtout, les pays cherchent à l'affaiblir. J'attendais que la Commission soit au centre du processus politique nous concernant et coordonne les plans et que ce ne soit pas tel ou tel conseiller de tel ou tel gouvernement qui pose au centre de la table un plan que la commission accepte. Aucun d'entre nous n'avait de réelle expérience des marchés financiers, encore moins celui des obligations. Le FMI aussi n'avait jamais fait cela : répondre à un risque de faillite d'un pays, membre d'une union monétaire d'une économie « développée ». Nous avions besoin d'expertise. Et la Commission a plutôt essayé

d'équilibrer le jeu entre les pays plutôt que de proposer des solutions. Je n'arrêtais pas de leur dire : nous avons une culture du compromis en Europe qui est chose positive. Sauf que là, nous n'avons pas a négocier entre nous mais a négocier avec un tiers, les marchés. Nous devons être suffisamment convaincant pour eux. La Commission a perdu son rôle. J'aurai adoré qu'elle arrive avec 5 alternatives, les conséquences pour que l'on prenne une décision sur des scenarios. Cela n'a jamais été le cas. L'autre problème est que nous avions affaire à une Troika. Il nous fallait négocier avec 3 agences différentes plus 17 parlements différents, 17 gouvernements etc... Et chacun d'entre eux posait ses pions.

6. Qui a le pouvoir aujourd'hui? Qui gouverne?

Dans cette société globalisée, il y a d'énormes déséquilibres entre d'un coté les gouvernements et les transferts de capitaux qui ne vont pas seulement d'un Etat à l'autre comme dans l'évasion fiscale mais juste quelque part, on ne sait trop où. Ces flots de capitaux usurpent le pays. Mais ce sont eux qui ont le pouvoir et ils influencent les gouvernements, par l'intermédiaire des marchés, des lobbys, de la corruption. Nos démocraties ont été affaiblies. Nous avons besoin d'un effort conjoint pour réguler ces flots de capitaux.

7. Les masses de liquidités injectées par les banques centrales ne renforcent-elles pas ce déséquilibre ?

En Europe, personne ne sait vraiment où vont ces flots de capitaux. Nos systèmes bancaires ne sont pas unifiés. Et beaucoup de cet argent se retrouve sur les marchés financiers. C'est bien là qu'il nous faudrait un plan d'investissement conjoint. Au niveau local, par exemple en Grèce nous avons de belles entreprises qui agonisent faute de liquidités. Mais aussi de façon plus collective pour investir dans les infrastructures de nos pays, que ce soit l'éducation, la recherche, les transports, l'énergie verte. L'Europe ne sera pas plus compétitive avec des plans d'austérité.

8. Dans votre intervention à la Conférence TEDGlobal aujourd'hui, vous avez insisté sur le fait que les citoyens doivent revenir au cœur du processus démocratique, alors que précisément la crise financière a contribué à les en écarter davantage. Mais que faire pour renforcer les politiques dans leur rôle et les forcer à préserver l'intérêt des citoyens ? Les sanctionner ?

Les politiques ne doivent pas être au dessus des lois. C'est un énorme débat en Grèce. Mais le problème est bien plus large. Il faut que les dépenses soient totalement transparentes. Elles devraient être rendues publiques pour être légales. Ils doivent rendre des comptes. Les individus entrent en politique généralement avec de bonnes intentions. La question c'est comment on protège ces bonnes intentions. Si vous n'avez pas des institutions qui sont transparentes, auditées, alors les politiques soit a cause de leur vulnérabilité soit a cause de pressions extérieures, la corruption, les lobbys... Vous pouvez avoir les individus les mieux intentionnés au monde mais s'ils doivent chercher 5 millions pour la campagne électorale... Il faut protéger le système politique de toutes ces forces, cette énorme concentration de puissance. Les hedge funds, multinationales ont suffisamment bien plus d'argent que nous. C'est facile pour eux d'acheter les medias, un vote. Ce n'est pas seulement un problème de justice. Il faut libérer la démocratie. Si nous transférons davantage de pouvoir aux citoyens, cela devient plus difficile pour le système d'être corrompu.



George Papandreou

Imaginer une démocratie européenne sans frontières

Download Share Embed Close

Video

	Subtitles
A LOW POS	

@Flore Vasseur pour le Monde - 11 Juin 2013



Cette entrée a été publiée dans Actualité, avec comme mot(s)-clef(s) BCE, Commission Europeenne, crise de l'euro, DSK, Evasion fiscale, FMI, George Papandréou, TEDGlobal 2013, Troika. Vous pouvez la mettre en favoris avec ce permalien. | Alerter |

Vous aimerez aussi

La NSA a aussi espionné la diplomatie française Le Monde.fr

Amina Sbouï quitte les Femen, "organisation islamophobe" Le Monde.fr

Découverte d'une planète dont l'année dure 8 heures Passeur de sciences

La sélection scientifique de la semaine (n o 83) Passeur de sciences

L'Allemagne, premier pays européen à reconnaître un troisième genre Le Monde.fr



Devenez un vrai Trader Profitez de votre guide PDF Finexo offert et formation gratuite pour tout savoir sur le Trading » Cliquez ici

Investissement Métaux 240% par an en moyenne ces 2 dernières années. Decouvrez l'investissement dans les Métaux Rares

» Cliquez ici



Tendances Grandes tailles Les tendances Grandes tailles de la saison à prix imbattables, une livraison en 24h!

» Cliquez ici

Publicité 🔑 Ligatus

17 commentaires à Papandréou : « Nous n'avons été que le maillon faible d'un système très vulnérable »

Pour des personnes, même grecques tombées dans la misère, on parle de « compatriotes » ou de « concitoyens » et non de « congénères », un peu de respect... ce ne sont pas des insectes!

Rédigé par : Didier | le 12 juin 2013 à 13:51 | Répondre | Alerter |

La démocratie est un système qui légitime les riches, les pauvres peuvent parfois ramasser les miètes. Durant les années 1950-1980, sous la menace des chars soviètiques, les riches occidentaux eurent à convraincre les pauvres que leur système capitaliste, qu'ils eurent l'outrecuidance de confondre avec le système de la liberté, étaient le meilleur. Les miètes furent grandes. On créa l'Etat social, on accepta de créer des infrastructure sociales, intellectuelles et culturelles. Avec la fin du mur de Berlin, les capitalistes se sentent pousser des ailes et reprennent tous.

Les programmes d'ajustement structurels que euren à subir les Etats africains dans les années 1980 vont s'appliquer en Europe. La démocratie on s'en fout tant que les dividendes des capitalistes sont payées. Ni Panpandréou ni personne ne dénonce cette situation où les efforts de multitudes de gens se trouvent haper par une machine infernale.

Rédigé par : Teufel | le 12 juin 2013 à 14:30 | Répondre | Alerter |

Quelle démocratie ?

Ca fait longtemps que le fascisme financier règne sur la Grèce et de nombreux autres pays européens!

Il est plus que temps de faire la guerre aux banques et aux spéculateurs : https://www.facebook.com/AppelAUnGlassSteagall

Rédigé par : Appel à Glass Steagall | le 13 juin 2013 à 03:28 | Répondre | Alerter |

aucune question sur le compte en suisse de sa mére ...?? comme c'est dommage !!!

Rédigé par : juan | le 13 juin 2013 à 09:24 | Répondre | Alerter |

Et oui la débandade a commencé, l'Union Européenne n'en a plus que le nom. La prochaine personne qui se lèvera sera le peuple.

Rédigé par : hiver | le 13 juin 2013 à 09:26 | Répondre | Alerter |

La lecture de cet entretien est rendue fastidieuse par une traduction lamentable, ce n'est pas digne d'un journal comme le Monde. Il serait bien avisé de la revoir...

Rédigé par : Simon | le 13 juin 2013 à 09:40 | Répondre | Alerter |

Dormez braves gens, des génies veillent sur la prospérité du monde, http://vanessa-schlouma.blogspot.fr/2013/06/la-droite-est-au-pouvoir-49.html

Rédigé par : Nathalie | le 13 juin 2013 à 09:42 | Répondre | Alerter |

on sent qu'il regrette un peu d'avoir pas agi comme il fallait.

Rédigé par : sayfon | le 13 juin 2013 à 09:45 | Répondre | Alerter |

Merci pr la video.

Rédigé par : status07 | le 13 juin 2013 à 10:17 | Répondre | Alerter |

Non le dilemme n'était pas quitter l'Europe ou saigner à blanc le peuple. Le dilemme était faire défaut sur une échéance et négocier ses prêts en position de force (sous la menace d'un autre défaut), ou payer sans fin des intérêts exorbitants à ses amis banquiers. On est encore dans la seconde alternative. Et cela aurait coûté moins cher à mme Merkel d'aider si besoin une ou deux banques allemandes (ce qu'elle a fait après les subprimes), que de payer pour les intérêts grecs.

Rédigé par : Berchon | le 13 juin 2013 à 11:21 | Répondre | Alerter |

Quel farce, s'il avait été dirigeant d'entreprise et commis les mêmes fraudes qu'il a fait qu'en temps de ministre, il serait en prison.

Dynastie qui c'est enrichie à l'extrême de père en fils en faisant de la politique... Comment peut on le prendre au sérieux.

Mon problème, c'est qu'ils sont intelligent les hommes politiques (comme dirait Coluche), c'est là où c'est vraiment grave! Pomper les subventions de l'UE pour embaucher les 3/4 du pays en fonctionnaires payé comme des français alors que 7 avant la Grèce vivait comme des moldaves...

A mettre dans les poubelles de l'histoire

Rédigé par : paul | le 13 juin 2013 à 11:23 | Répondre | Alerter |

il n'a toujours rien compris

Rédigé par : berchon | le 13 juin 2013 à 11:23 | Répondre | Alerter |

Petite pensée pour ces jeunes chômeurs Grecques, qui se sentent comme l'exemple d'une erreur commise par des gens eux mêmes contraints par un marché sans visage.

Ayant 25 ans, j'aimerais, à leur place, qu'au moins leurs concitoyens européens ne vivent pas la même chose. Quand on entend que les actions « pourries », détonateurs de la crise, sont de retour. Quand on entend que l'austérité qui les a ruinés est proposée comme solution dans plein d'autres pays comme le mien. Quand on voit ces conflits d'intérêts entre des membres des institutions pour que chacun puisse être compétitif dans le marché mondial

Une équipe de foot ne peut jouer contre un adversaire si les joueurs eux-même ne s'entendent pas. Dans le cas de l'Europe c'est pire, il n'y a même pas d'entraîneur...

Il nous faut un président Européen, vite, et que les pays construisent pour prouver au nationalisme qu'il a tord.

Rédigé par : Bartish | le 13 juin 2013 à 11:44 | Répondre | Alerter |

Ou comment se faire encore plein de thunes à raconter comment on a loosé grave car, dans le fond, on a que peu d'intérêt pour les petites gens...

Même pas prit la peine de lire l'article ...

Rédigé par : Moi | le 13 juin 2013 à 11:56 | Répondre | Alerter |

« Bonjour, je viens de sacrifier mon pays et ses citoyens sur l'autel du capital, bilan et perspectives. »

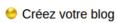
Rédigé par : UnBolchevik | le 13 juin 2013 à 12:10 | Répondre | Alerter |

... »congénères »... je pense que son discours n'était pas en français... quid du texte original... c'est tout ce qui vous interpelle dans cet article ??

Rédigé par : Maria | le 13 juin 2013 à 12:17 | Répondre | Alerter |

C est facile pour lui de rejetter la faute sur les autres ... Il a ete lamentable et il devrait le reconnoitre. Tout le monde sait que la Grece a au sein de son gouvernement des personnes corrompues qui s en sont mises pleins les poches et qui n ont jamais ete inquietees par la Justice. S il s etait attaque d office au service public comme Mr Samaras le fait en ce moment, les choses auraient ete bien plus faciles, et la Grece n aurait pas eu a organiser des elections I an dernier. Comme certains I ont dis , ils ont fais des grandes etudes , ils sont soient disant expert en economie mais quant il s agit de prendre les decisions qui coutent moins cheres et qui sont logiques, la y a plus personne !!!

Rédigé par : Laurie | le 19 juin 2013 à 06:58 | Répondre | Alerter |



Ce blog est édité grâce au concours de WordPress RSS des notes | RSS des commentaires blog. Le Monde.fr

▶ Envoyez à un ami